

STRUCTURES PARALYSÉES, LUTTE D'INTÉRÊTS, ABSENCE DE COORDINATION

FLN, un parti aux abois

Le parti du Front de libération nationale n'est toujours pas sorti de la tourmente dans laquelle il a été plongé en 2003. La direction de la formation de Abdelaziz Belkhadem — que préside Abdelaziz Bouteflika — se retrouve totalement coupée de sa base militante.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le navire FLN prend l'eau de toute part ! La première force de la scène politique se retrouve aujourd'hui dans une situation de déstructuration avancée.

La phase de «réorganisation» des structures locales, entamée au lendemain du 8^e congrès bis, a donné lieu à l'effet inverse : la dislocation du parti. En effet, la quasi-totalité des mouhafadhas et des kasma sont aujourd'hui bloquées. Et ce constat est valable pour la majorité des

wilayas. Ce blocage s'explique par le fait qu'au niveau des mouhafadhas et des kasma, les assemblées générales n'ont pu se tenir pour élire les membres des instances.

Faisant fi des textes organiques qui exigent l'organisation d'élections, la direction du FLN avait décidé d'imposer les désignations. Un mode rejeté par la base militante qui a fini par se doter de ses propres structures, des mouhafadhas et des kasma certes «parallèles» mais considé-

rées comme «légitimes». Le «bicéphalisme organique» s'est imposé de Annaba à Sidi-Bel-Abbès et de Béchar à Biskra. La situation qui prévaut à Oran est d'autant plus inextricable puisque trois groupes revendiquent la mouhafadha ! Mais la question des structures n'est pas l'unique cause de la fracture entre la direction et la base du parti.

Les batailles autour des listes électorales des législatives et des locales de 2007 ont attisé les tensions. Dans la majorité des cas, les purges ont ciblé les «légalistes», accusés d'avoir fait le «mauvais choix» en soutenant le candidat Ali Benflis en 2004. Des «redresseurs» ont eux aussi été disqualifiés par «le

groupe du Moncada». «Aujourd'hui, le constat est sans appel : l'actuelle direction du parti a failli à ses missions.

Le parti est bloqué au niveau local mais aussi au niveau central puisque les textes ne sont pas respectés», estime Abbès Mekhalif, porte-parole de la cellule de suivi du FLN, structure créée au cours des élections législatives de 2008.

Selon lui, Abdelaziz Belkhadem et les membres de l'instance exécutive du FLN «pratiquent la politique de la fuite en avant». «Voyez la réaction de Belkhadem qui a insisté durant plusieurs mois pour rencontrer les membres de la cellule de suivi. Il a suffi

que l'on rende publique la tenue de cette réunion pour qu'il l'annule.» Constituée en réseaux, la cellule de suivi du FLN serait sur le point de passer à l'offensive. «Nous devons absolument réagir pour sauver notre formation.

Ainsi, nous prévoyons d'organiser un sit-in à l'intérieur du siège du FLN. La date de ce rassemblement n'a toutefois pas encore été arrêtée», précise Mekhalif. Mais au niveau de la centrale, les préoccupations sont tout autres.

Qu'ils soient membres du gouvernement ou parlementaires, le principal souci des responsables du FLN est de préserver leurs intérêts. Pour les ministres, l'objectif est clair : éviter d'être éjec-

tés lors d'un remaniement que l'on annonce imminent. Quant aux parlementaires, principalement les députés, ils sont sur le qui-vive en vue du renouvellement des structures de l'APN. Les postes de vice-présidents de l'APN et de présidents de commission seront difficiles à décrocher.

Mais au-delà de la désorganisation et des luttes d'intérêts, l'absence de coordination règne au sommet du FLN. Le fait que le ministre de la Communication, Abderrachid Boukerzaza, démente publiquement les déclarations de son chef du gouvernement et non moins secrétaire général de son parti en est une preuve concrète.

T. H.

AU TERME DE LA 41^e FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER

Trois jours ont été perdus, même si....

Prévue sur sept jours, la 41^e édition de la Foire internationale d'Alger s'est réellement déroulée durant quatre jours. Soit trois jours de retard, de perdus, au grand dam des exposants étrangers mais aussi nationaux, même si les affaires, elles, se sont poursuivies.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Hier, à quelques encablures de l'hôtel Hilton, le parking visiteurs du Palais des expositions était quasiment désert.

C'est la première image qui s'offre au regard. Peu de voitures, a contrario de la forte affluence qui a marqué les sept jours de la 41^e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA).

Une semaine durant laquelle les visiteurs, particuliers ou professionnels, ont accédé, au moins durant les quatre derniers jours, à ce palais entre 10h du matin et 19h et jusqu'à 20h30

durant le week-end. Mais c'est une image toute différente qui capte le regard, une fois entré dans le Palais des expositions. En arpentant toutes ses allées, en visitant plusieurs pavillons et aires d'exposition, ce qu'on constatait c'est un branle-bas continu.

En grand nombre, manutentionnaires, conducteurs de camions de déchargement, de camions portevéhicules, transitaires et autres particuliers, s'affairaient à vider les lieux, démonter les chapiteaux, déblayer les stands de cette grande manifestation éco-

nomique. Mais une manifestation, une kermesse qui ne l'était pas pour plusieurs exposants étrangers et nationaux. Faisant partie des 1 500 exposants représentant une quarantaine de pays engagés, ces exposants ont été perturbés, gênés par l'inauguration officielle tardive de cette 41^e FIA. Entamée certes le 7 juin pour être clôturée le 13 juin, cette édition n'a été cependant inaugurée que le 9 juin et en fin d'après-midi, par le président de la République, accompagné du Premier ministre du Portugal, pays invité d'honneur de la FIA. Soit trois jours de non foire, diront certains, perturbant le rythme normal, gênant les déplacements des exposants, des visiteurs. Il est vrai qu'au terme de ces sept

jours, dès 20 heures, la FIA a été clôturée dans la discrétion et tous les exposants avaient immédiatement fermé leurs stands. Pas de possibilité de rallonge, les contraintes de billets d'avion ou de bateau, le respect des rendez-vous professionnels se posant pour les exposants étrangers. «On a fait avec. C'est la raison d'Etat», dira une exposante, rencontrée dans un stand du pavillon italien, à propos de ce retard, même si elle estimera que cette édition s'est bien passée. «Cette 41^e FIA s'est bien déroulée en dépit de la désorganisation des premiers jours», fera remarquer un exposant portugais, spécialisé dans l'équipement.

D'autres exposants mais aussi des prestataires de services, de restauration

notamment, partageaient le même point de vue. En termes acerbes ou mesurés, ils ont réitéré le même constat quant à ce retard de trois jours. Trois jours de «perdus» pour d'aucuns et d'autant que la facture d'exposition, entre 30 000 et 40 000 le mètre carré, s'avère élevée et doit être amortie.

Pour autant, les affaires, elles, se sont poursuivies, à la grande satisfaction des opérateurs à la clientèle fidèle. Des contacts ont été noués même si le bilan définitif de cette 41^e édition reste à dresser.

Une foire internationale qui s'est «bien» déroulée,

en termes d'organisation logistique et de sécurité, cette année. Mais une manifestation moins intéressante que celles précédentes, une participation en visiteurs sensiblement moindre.

En attendant la tenue en octobre prochain d'un salon consacré aux technologies de l'information et en novembre suivant de la 1^{re} Foire maghrébine, le Palais des expositions a retrouvé et retrouvera, durant l'été et le mois de Ramadan, ses aficionados habituels, les couples d'amoureux, les groupes d'adolescents, les familles et les agents de sécurité.

C. B.

INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE

L'Algérie tente de rattraper le retard

Le ministère de l'Industrie vient de se doter d'une nouvelle division administrative. Celle-ci se consacrera exclusivement à l'élaboration d'une stratégie de défense contre la concurrence féroce, imposée aux entreprises algériennes par les firmes étrangères.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - L'annonce a été faite hier matin par le ministre de l'Industrie et de la Promotion des investissements, M. Abdelhamid Temmar, en marge des travaux du Colloque international sur la «gouvernance des institutions et l'intelligence économique», organisé à l'hôtel Sheraton à Alger. La nouvelle institution viendra en appui aux petites et moyennes entreprises qui «sont incapables de mutualiser leurs besoins et leurs moyens en matière d'acquisition et de traitement de l'information», a-t-il expliqué. M. Temmar a ajouté que les PME/PMI ne peuvent que recourir à l'aide de l'Etat, à défaut de pouvoir créer des services spécialisés dans la

collecte et le traitement de l'information. C'est pour répondre à ce besoin de compétitivité que ce colloque a été organisé par l'Université de la formation continue (UFC). La non-maîtrise de l'information économique et de sa gestion fait que «nos PME/PMI se trouvent en situation de dépendance vis-à-vis d'entreprises concurrentes bien plus grandes ou d'isolement, ce qui affaiblit leur position stratégique et leur compétitivité», a déclaré le ministre de l'Industrie. Pour pouvoir faire face donc à cette concurrence, une réorganisation urgente de nos entreprises demeure le seul garant de leur développement. «Pour pouvoir capter les parts de marché, l'entreprise algérienne doit opérer une mise à niveau en matière de collecte et de gestion de l'information. L'action de l'Etat est nécessaire et elle consiste à mettre en place les conditions adéquates pour aider nos entreprises à la compétitivité», a-t-il précisé. «Dans ce cas de figure, et en tant qu'instrument efficient de management des connaissances, l'intelligence économique est la principale démarche à garantir la défense et la protection du

potentiel de l'entreprise», a-t-il ajouté. M. Temmar a, toutefois, indiqué que le système d'intelligence économique ne doit pas servir seulement d'instrument de défense de l'entreprise. La maîtrise de l'information doit participer à l'augmentation des capacités des entreprises nationales et à l'accroissement de leurs parts de marché, d'une part, et à celle du patrimoine national, d'autre part, a insisté le ministre. Pour sa part, le recteur de l'UFC, M. A. Lemnouar, a déclaré qu'une postgraduation sur l'intelligence économique a été ouverte. Quarante étudiants y sont inscrits, a-t-il dit. Une seconde promotion dans la même formation sera lancée en septembre prochain, a-t-il ajouté. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, présent lui aussi à cette rencontre, a affirmé par ailleurs que «l'intégration des outils de l'intelligence économique dans le mode de gestion des entreprises et administrations contribuera au développement du système universitaire actuel en le transformant progressivement en un système d'information stratégique».

L. M.

AU SUJET DE LA
FAUSSE CANDIDATE
AU BACCALAURÉATLa Direction
de l'éducation
de Bouira dément

En réaction à notre article traitant du déroulement du baccalauréat au niveau des 42 centres d'examen de la wilaya de Bouira et dans lequel, nous rapportons, en nous basant sur un communiqué rendu public par le Cnapest, entre autres, le cas de la candidate M. Z., filière lettres et sciences humaines qui devait concourir au centre du nouveau lycée de Lakhdaria mais qui aurait envoyé à sa place sa sœur, la Direction de l'éducation dément formellement cette information dénuée, selon elle, de tout fondement en rappelant que la candidate M. Z. a effectivement oublié sa carte d'identité dans la matinée du samedi 8 juin 2008, mais dès l'après-midi de la même journée et pendant les jours suivants, elle a présenté sa carte d'identité et sa convocation.

La Direction de l'éducation se dit désolée de ces allégations sans fondement dont le but est de ternir l'image et la notoriété des travailleurs du secteur ainsi que le bon déroulement des épreuves du baccalauréat, et ce, «du fait que quelques membres du Cnapest n'aient pas été convoqués pour la correction et qui ont trouvé matière à dénigrement».

Y. Y.